

Cote du document: EB 2011/103/INF.9  
Date: 26 septembre 2011  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration**

Conseil d'administration — Cent troisième session  
Rome, 14-15 septembre 2011

---

Pour: **Information**

## Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

### I. Propositions de projet/programme

1. Les propositions de projet/programme suivantes ont été approuvées par le Conseil d'administration à sa cent troisième session et sont conformes au Cadre pour la soutenabilité de la dette.

#### A. Afrique de l'Ouest et du Centre

##### **Ghana: Programme en faveur des petites entreprises rurales (REP) (EB 2011/103/R.16)**

2. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un don de 19,7 millions de DTS à la République du Ghana pour financer le Programme en faveur des petites entreprises rurales (REP). Tout en saluant la pertinence du programme et l'efficacité de son ciblage, le Conseil a insisté sur les possibilités de partenariat avec d'autres programmes et initiatives en cours d'exécution au Ghana, notamment la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique, pilotée par l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI), et autres programmes de développement des filières, ainsi que le Conseil de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le Programme ghanéen de développement des capacités et des technologies, le Fonds d'amélioration des compétences. Le Conseil d'administration a par ailleurs confirmé la complémentarité du REP et du Programme de financement rural et agricole, qui s'emploie à renforcer la capacité des institutions financières rurales, dont l'Association des banques rurales Apex Bank, et sert de plateforme pour parvenir à une approche harmonisée de la finance rurale au Ghana. La supervision directe ainsi que la création début 2011 d'un bureau de pays au Ghana dirigé par un chargé de programme de pays détaché aideront le FIDA à faire en sorte que ces partenariats soient pleinement développés et opérationnels.

##### **Mauritanie: Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro II (PASK II) (EB 2011/103/R.17)**

3. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt à la République islamique de Mauritanie d'un montant équivalant à 5,6 millions de DTS et d'un don d'un montant équivalant à 5,6 millions de DTS. Aucune question n'a été soulevée par les membres du Conseil.

##### **Sénégal: Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER) (EB 2011/103/R.18)**

4. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité le Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER). Il a été informé que le PADAER ne couvrirait pas la zone de conflit de la Casamance et que les communautés locales étaient pleinement associées à sa mise en œuvre. Sur la question des défaillances du Ministère de l'agriculture, le FIDA a informé le Conseil que le PADAER contribuerait au renforcement des capacités de planification de cette administration et à la mise en service de son système de suivi et évaluation. L'AJCI ainsi que d'autres organisations et institutions travaillant dans les domaines d'activités du PADAER seront invitées à l'atelier de mise en œuvre du programme.

#### B. Afrique orientale et australe

##### **Éthiopie: Programme d'intermédiation financière rurale – Phase II (EB 2011/103/R.20/Add.1/Sup.1)**

5. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 31,3 millions de DTS, à des conditions particulièrement favorables, et d'un don de 31,3 millions de DTS pour le Programme d'intermédiation financière rurale –

Phase II. Le représentant des États-Unis d'Amérique a ajouté qu'il appuyait tout particulièrement ce programme, dont il a salué la conception adaptée à une zone déshéritée nécessitant une intervention prioritaire en Éthiopie. Le représentant de l'Irlande a également exprimé son soutien mais a souligné la nécessité de rechercher des effets de synergie avec d'autres initiatives des donateurs dans le secteur financier en Éthiopie, et tout particulièrement avec les activités de l'Agence de transformation agricole, le Programme de croissance agricole et le Programme de création d'actifs en faveur des ménages. Le représentant du Brésil a noté la focalisation du programme sur le renforcement des capacités, les zones pastorales et l'autonomisation des femmes, ainsi que ses liens avec le Plan croissance et transformation. Il a été expliqué, à la satisfaction du Conseil, que le programme était pleinement aligné sur les priorités gouvernementales inscrites dans le Plan croissance et transformation, que sa conception s'inspirait très largement des acquis de la Phase I ainsi que des expériences d'autres partenaires œuvrant dans le secteur de la finance rurale en Éthiopie, et que d'autres partenaires se joindraient au programme au fil de son évolution.

**Rwanda: Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations (PRICE) (EB 2011/103/R.22/Add.1/Sup.1)**

6. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 11,6 millions de DTS, à des conditions particulièrement favorables, et d'un don de 11,6 millions de DTS pour le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations (PRICE). Le représentant du Japon avait fait par écrit des observations auxquelles il avait été répondu avant la session. En approuvant le financement, les représentants du Royaume-Uni et de la France ont demandé des éclaircissements sur: i) l'impact environnemental du projet; ii) les mesures prises pour protéger les agriculteurs contre les fluctuations des cours mondiaux; iii) l'efficacité de la recherche; iv) l'étude de référence; et v) la compatibilité des mécanismes de financement avec la nouvelle tendance à privilégier l'appui budgétaire sectoriel. Le Conseil s'est déclaré satisfait des réponses apportées. Des explications ont notamment été données au sujet des mécanismes intégrés grâce auxquels les petits théiculteurs peuvent faire jouer à leur profit les pics des cours mondiaux et qui protègent les caféiculteurs contre les fluctuations de prix excessives, ainsi que sur les liens contractuels qui garantissent que les recherches sont réactives et pragmatiques. Il a par ailleurs été expliqué que l'exécution du projet serait confiée à un service existant de l'administration rwandaise (ce qui dispenserait de créer une nouvelle unité de coordination de projet), et que les arrangements relatifs aux flux financiers cadraient avec les mécanismes convenus et les systèmes gouvernementaux.

**Zambie: Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants (EB 2011/103/R.23/Add.1/Sup.1)**

7. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 15,45 millions de DTS à la République de Zambie pour financer le Programme d'amélioration de la productivité des petits exploitants. Des observations ont été faites au sujet du taux de rendement économique du programme qui garantirait que le prêt n'alourdit pas le fardeau de la dette zambienne. Des précisions ont été apportées sur la structure de gestion, qui suivra les procédures gouvernementales et les systèmes en vigueur dans le pays et cherchera à appuyer la transformation institutionnelle. Le suivi régulier, ponctuel et efficace des progrès de l'exécution sera une fonction capitale des responsables du programme. La catégorie de dépenses "services, assistance technique et études" a été explicitée. Le représentant du Japon a encouragé la collaboration au niveau national en matière de production rizicole.

## C. Asie et Pacifique

### **Bangladesh: Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor* (HILIP) (EB 2011/103/R.24)**

8. Le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'octroi d'un prêt de 34,45 millions de DTS et d'un don de 630 000 DTS à la République populaire du Bangladesh pour financer le Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor* (HILIP). Le Brésil et le Danemark se sont félicités des réponses du FIDA à leurs observations, communiquées par écrit par le chargé de programme de pays avant la session du Conseil d'administration. L'Inde a pris acte de l'approche adoptée pour le projet, en signalant l'attention portée à l'utilisation équitable des ressources naturelles par les parties prenantes. L'utilisation du Fonds espagnol par ce projet a été qualifiée d'exemplaire. Les nombreux effets de synergie du HILIP avec son prédécesseur (à savoir le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj) ont été signalés, et la collaboration avec le Centre mondial sur le poisson a été saluée. L'Inde a également observé que la majeure partie des investissements (environ 75%) irait à des projets d'infrastructure. Le FIDA a expliqué que les effets positifs considérables des infrastructures sur les moyens de subsistance et l'environnement avaient été soigneusement analysés. Le Danemark s'est félicité pour sa part que le FIDA ait recensé les possibilités de collaboration entre le HILIP et les opérations au Bangladesh financées par des fonds danois, notamment dans les secteurs des infrastructures rurales, de l'accès aux marchés et de la vulgarisation agricole. Il a été noté que des discussions intensives avaient eu lieu lors de l'élaboration du projet et qu'elles se poursuivraient pour le prochain COSOP. Le Brésil a signalé l'ouverture récente de son ambassade au Bangladesh et s'est félicité que le projet ait été formulé sur la base d'un plan gouvernemental. Le FIDA a expliqué que de nombreuses études environnementales avaient été conduites en vue de l'élaboration des interventions dans les domaines des infrastructures (routes villageoises), de l'eau (eaux chargées d'arsenic), des ressources naturelles et des pêcheries (travaux du Centre mondial sur le poisson). Il a évoqué par ailleurs le renforcement sensible des capacités locales et de l'appui à la gestion communautaire des ressources en eau, ainsi que les quelque vingt années d'expérience du FIDA dans le pays au service de la gestion des formations aquatiques communes, à travers des projets tels que celui d'Oxbow Lake. Le Canada a souhaité connaître les données ventilées par sexe concernant la gestion des ressources naturelles et les activités de pêche, soulignant qu'il convenait de mentionner l'expérience du Ministère du développement international du Royaume-Uni. Il était par ailleurs favorable à une approche échelonnée de la participation des communautés. Le FIDA a répondu qu'il resterait très attentif à la dimension homme-femme du projet et s'est expliqué sur l'approche graduelle adoptée pour mobiliser les communautés avec le concours des institutions locales et nationales concernées. Le HILIP de même que les COSOP en cours et à venir portent une attention spécifique aux activités féminines dans le secteur de la pêche et d'autres domaines d'activité et continueront de collecter des données ventilées par sexe. Le Bangladesh a déclaré qu'il appréciait la collaboration étroite qui s'était instaurée de longue date autour de ce projet et de ceux qui l'avaient précédé, et qu'il se réjouissait à l'idée de renforcer encore sa collaboration avec le FIDA.

## D. Amérique latine et Caraïbes

### **Argentine: Programme de développement rural sans exclusion (PRODERI) (EB 2011/103/R.25)**

9. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt du FIDA de 4,95 millions de DTS à la République argentine moyennant un cofinancement du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire à hauteur de 35,5 millions d'EUR pour financer le Programme de développement rural sans exclusion (PRODERI). Les membres du Conseil ont salué la qualité et la pertinence

stratégique de ce programme de développement rural et de réduction de la pauvreté en Argentine. Le Conseil a approuvé le projet et exprimé son entière satisfaction.

**Brésil: Mémoire du Président: Projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí (Viva o Semi-Árido) (EB 2011/103/R.26)**

10. Le Conseil d'administration a approuvé la proposition de prorogation du délai de signature de l'accord de financement ainsi que l'accord de garantie pour le Projet de développement durable dans la région semi-aride de l'État de Piauí approuvé par le Conseil en septembre 2009.

**Équateur: Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir (EB 2011/103/R.27)**

11. Le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'un prêt du FIDA de 10,75 millions de DTS (17,30 millions d'USD) moyennant un cofinancement du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire à hauteur de 10,7 millions d'EUR. Aucune précision n'a été demandée sur ce programme. Les membres du Conseil d'administration ont approuvé le Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir et exprimé leur entière satisfaction.

## II. Proposition de don

12. La proposition de don suivante a été approuvée:

**Don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI (EB 2011/103/R.40)**

**i) Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF): Programme pour le développement de nouvelles cultures bioénergétiques**

13. Le don, initialement soumis pour approbation par le biais de la procédure de défaut d'opposition, a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la République bolivarienne du Venezuela. Suite aux préoccupations exprimées par certains représentants au sujet des incidences de ces travaux de recherche sur la disponibilité et les prix des produits vivriers, le Conseil a été informé que la recherche proposée concernait des cultures bioénergétiques non alimentaires, ce qui devait alléger la pression liée au détournement des cultures vivrières au profit des biocarburants. La direction a également rappelé au Conseil que le FIDA avait été encouragé à s'investir dans cette recherche par des États membres qui souhaitaient privilégier la recherche et la diffusion ainsi que les infrastructures et équipements de recherche. La direction a déclaré au Conseil que le programme de recherche proposé s'inscrivait dans le droit fil des efforts déployés par le FIDA pour promouvoir des approches écosoutenables en matière de production d'énergie tout en favorisant l'emploi et les activités créatrices de revenus pour les petits agriculteurs.
14. La représentante de la République bolivarienne du Venezuela s'est opposée à la proposition de financement de la recherche sur les biocarburants par le FIDA, en faisant valoir que le Fonds ne devait pas s'associer à ce type de recherche. Elle a par conséquent demandé que l'objection de son pays soit portée au procès-verbal. Le représentant du Nigéria a pour sa part demandé qu'il soit mentionné que ce don soutiendrait une institution dont les travaux (recherche adaptative en exploitation) profitaient aux pauvres.